

Profil financier du CAC 40

Un CAC 40
sous tension

20^e édition | Année 2025



The better the question. The better the answer.
The better the world works.

Sommaire

Éditorial	3
Chiffres clés	4
1 Après une période de forte volatilité, le CAC 40 confirme sa sortie du cycle de rattrapage post-pandémie et amorce une phase de croissance plus contrainte, dans un environnement économique marqué par de fortes incertitudes	6
2 Face à des contraintes accrues, les entreprises du CAC 40 ajustent leur structure financière et leurs priorités d'investissement	14
3 Les dividendes versés restent stables	20
Annexes	24
Liste des sociétés du CAC 40	29
Glossaire	30
Méthodologie et remerciements	31

Note au lecteur

Notre étude ne comporte aucune appréciation ni opinion sur les informations présentées. En particulier, si certains chiffres ou ratios relatifs à une entreprise donnée apparaissent en première lecture défavorables, ils peuvent être justifiés par la stratégie ou la situation particulière de la société concernée et n'impliquer aucune conséquence défavorable à court, moyen ou long terme.

Dès lors, EY-Parthenon ne saurait être tenu responsable des interprétations qui pourraient le cas échéant être faites sur la base des chiffres communiqués dans le *Profil financier du CAC 40*.

Éditorial

« *La seule certitude, c'est que rien n'est certain* », écrivait déjà avec une certaine sagesse Pline l'Ancien dans son *Histoire naturelle*. Deux mille ans plus tard, force est de constater que la formule n'a rien perdu de sa force, ni de son actualité. Les dirigeants d'entreprise, d'ailleurs, ne s'y trompent pas. Selon une enquête publiée sur le site de l'Unedic, l'imprévisibilité est désormais la norme : 74% des dirigeants estiment que les entreprises évoluent dans un environnement imprévisible, 66% pensent que cette imprévisibilité est appelée à durer.

Comment pourrait-il en être autrement ? « 2024, année de chocs », titrions-nous l'an passé. 2025 s'inscrit dans la même lignée, sur fond d'instabilité politique, de conflits armés et de menaces tarifaires. Dans ce contexte, les sociétés du CAC 40, comme tout l'écosystème économique, sont sous tension. Les conséquences ne sont que le reflet des tendances du moment : croissance atone, marges en repli, endettement en hausse, dans des proportions mesurées qui forcent toutefois l'admiration, et avec des disparités sectorielles plus marquées. Cette année encore, les enseignements de notre Profil sont nombreux.

Premier enseignement : l'activité résiste, mais de justesse.

Le chiffre d'affaires cumulé du CAC 40 progresse de +0,3%, mais il s'agit là d'une progression en trompe-l'œil. À périmètre constant, l'évolution est en réalité négative (-0,6%), dans la continuité des tendances observées en 2023 (-0,7%) et 2024 (-3,3%).

Deuxième enseignement : la profitabilité est sous pression.

Les efforts des entreprises pour maîtriser leurs coûts permettent toutefois de maintenir des niveaux de marge significativement supérieurs

à la période pré-Covid, preuve d'une discipline budgétaire désormais solidement ancrée dans les pratiques.

Troisième enseignement : l'endettement progresse, même si la situation financière demeure saine.

Cette progression reflète des arbitrages entre la nécessaire discipline financière et les investissements, indispensables pour préparer la croissance de demain.

Quatrième enseignement : les différences sectorielles se creusent.

Le secteur Biens de consommation pâtit d'un essoufflement de la consommation, l'automobile voit ses marges érodées du fait de la montée en puissance des nouvelles technologies. À l'inverse, le secteur Banque, assurance et foncières et l'industrie de la défense affichent des performances en hausse.

Mais l'essentiel est ailleurs.

Au-delà des turbulences, les entreprises du CAC 40 témoignent, cette année encore, de fondamentaux d'une rare robustesse. Avec près de 2 000 milliards d'euros d'actifs incorporels cumulés, elles disposent d'avantages compétitifs et d'indéniables barrières à l'entrée, qui leur permettront d'affronter les chocs et, espérons-le, d'aborder l'avenir avec confiance.



Nicolas Klapisz

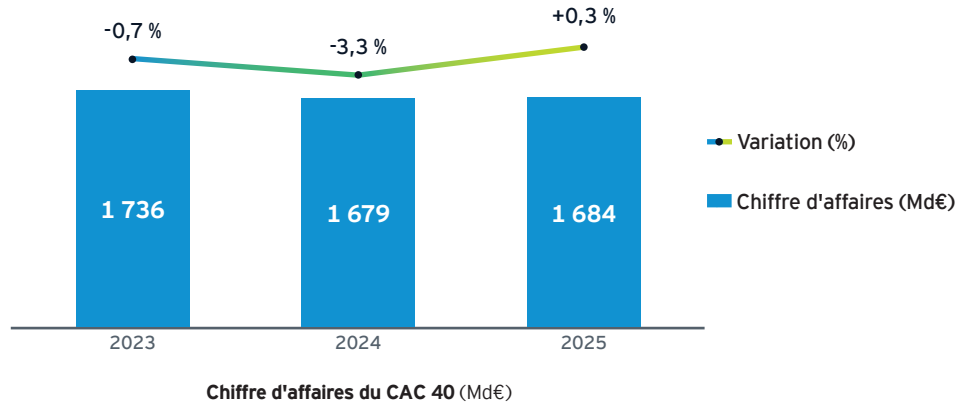
Associé - EY-Parthenon
Responsable du
département *Valuation,
Modeling & Economics*



Chiffres clés

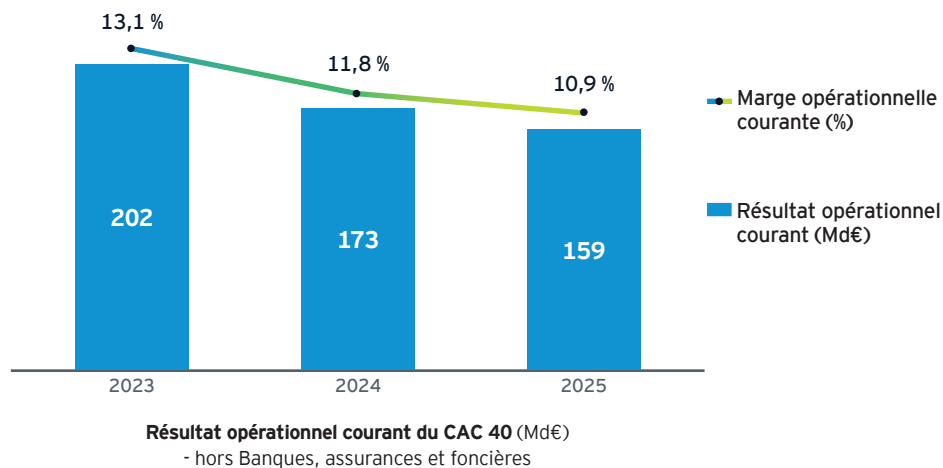
1

Après deux exercices marqués par un ralentissement lié à un environnement macroéconomique et géopolitique contraint, le chiffre d'affaires cumulé des entreprises du CAC 40 se stabilise en 2025, avec une légère hausse de +0,3 %.



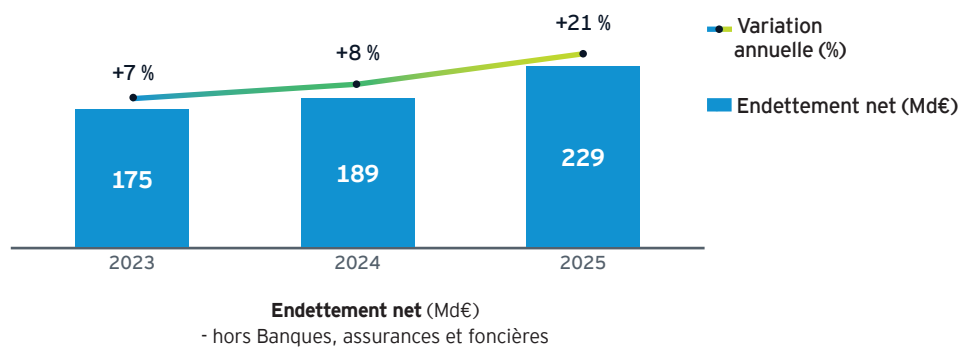
2

La marge opérationnelle courante des entreprises du CAC 40 se contracte, s'établissant à 10,9 % en 2025, ce qui confirme la dynamique baissière amorcée en 2024.



3

L'endettement net poursuit sa progression et s'établit à 229 milliards d'euros, proche de son plus haut niveau historique.



1

Après une période de forte volatilité, le CAC 40 confirme sa sortie du cycle de rattrapage post-pandémie et amorce une phase de croissance plus contrainte, dans un environnement économique marqué par de fortes incertitudes.

Les sociétés du CAC 40 voient le ralentissement de leur activité confirmé : après une stabilisation en 2023 puis un recul en 2024, le chiffre d'affaires cumulé des sociétés du CAC 40 atteint 1 684 Md€ en 2025, représentant une progression marginale de +0,3 % (-0,6 % à périmètre de l'indice constant).

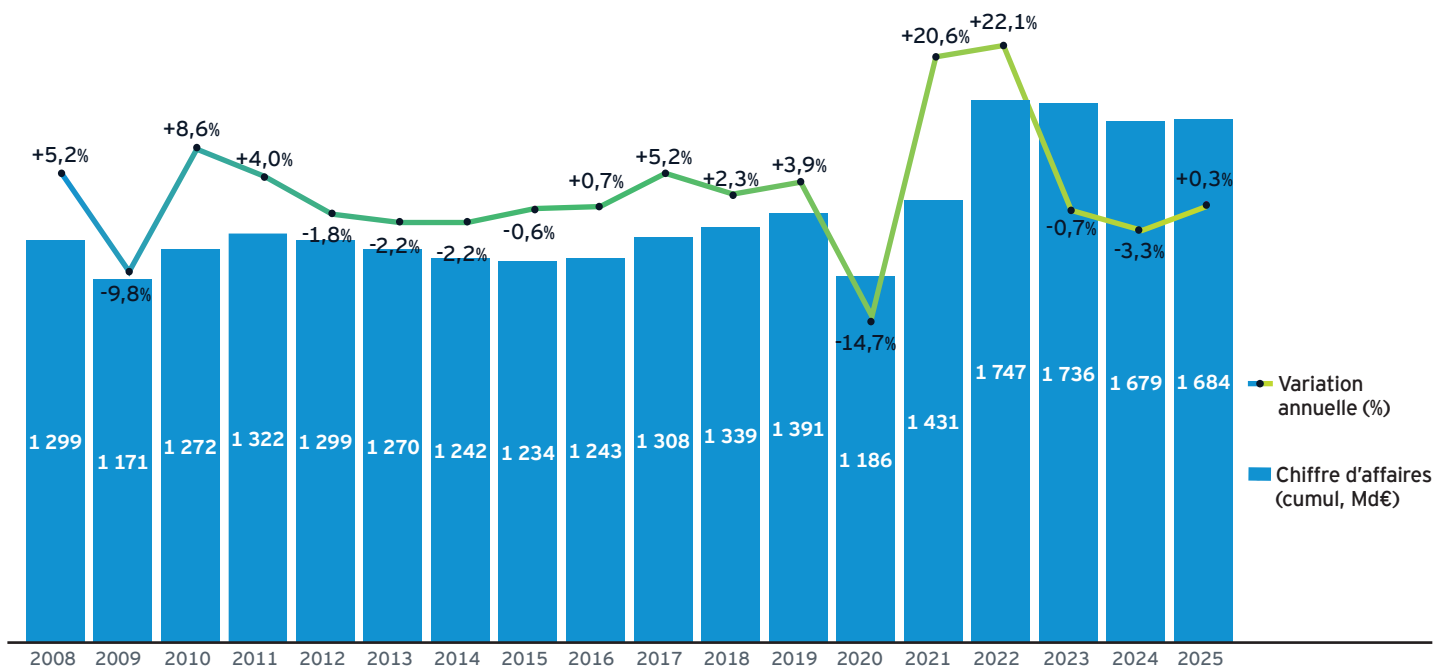
Dans le même temps, la marge opérationnelle courante poursuit sa

légère contraction, tout en restant supérieure à son niveau pré-crise, traduisant une gestion des coûts globalement maîtrisée.

Ces évolutions illustrent l'ancrage des entreprises du CAC 40 dans une phase de croissance atone, reflet d'un environnement économique et géopolitique toujours incertain.

Chiffre d'affaires des sociétés du CAC 40

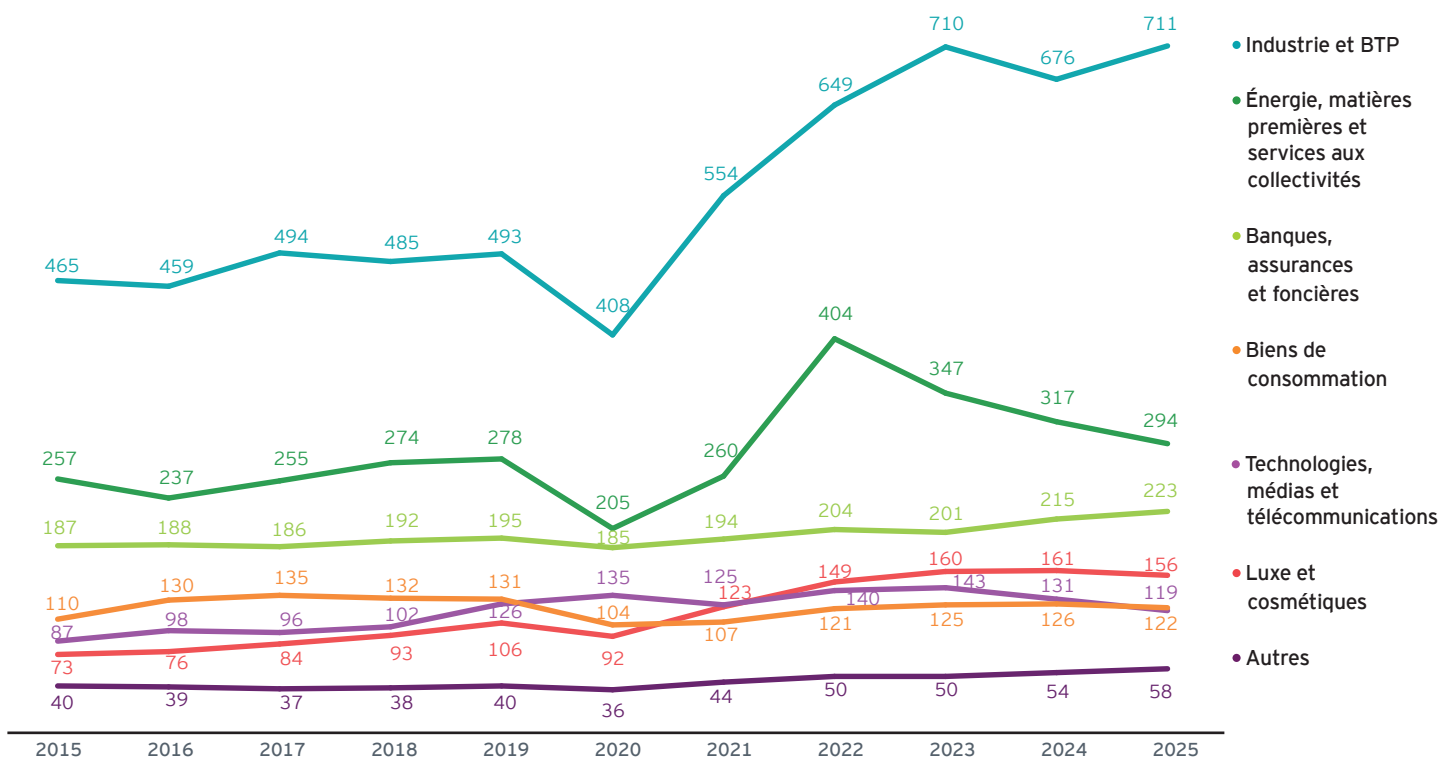
En Md€



Le chiffre d'affaires cumulé des entreprises du CAC 40 s'établit à 1 684 milliards d'euros en 2025, extériorisant une légère progression de +0,3 % par rapport à 2024 (-0,6 % à périmètre constant).

Chiffre d'affaires du CAC 40 par secteur

En Md€



L'évolution observée met en lumière des dynamiques sectorielles différenciées, reflétant des niveaux d'exposition variés aux cycles économiques et aux recompositions structurelles en cours.

Certains secteurs tirent parti d'un environnement porteur, notamment l'Industrie et BTP à travers ses verticales aéronautique et défense et les Banques, assurances et foncières, soutenues par des tendances de fond favorables. À l'inverse, d'autres secteurs restent confrontés à des vents contraires significatifs, tels que la normalisation des prix des matières premières dans l'Énergie ou le ralentissement de la demande, en particulier en Chine, pour les acteurs du Luxe et cosmétiques.

Dans ce contexte, hors secteur Banque, assurance et foncières, le chiffre d'affaires agrégé s'établit à 1 461 milliards d'euros, en léger retrait de -0,2 % par rapport à 2024, traduisant une forme de résilience de l'activité dans les segments non financiers, mais également une capacité limitée à générer de nouveaux relais de croissance.

Plus précisément, le secteur Industrie et BTP, principal contributeur au chiffre d'affaires du CAC 40 (à hauteur de 42%), enregistre une progression de +5,1% en 2025, marquant un retournement après la contraction observée en 2024 (-4,8%). Cette performance demeure toutefois largement soutenue par des effets de périmètre, en lien avec l'entrée d'Eiffage dans l'indice. Corrigée de ces effets, la croissance s'établit à +1,4%, illustrant une dynamique sous-jacente plus modérée. Au sein de ce secteur, les activités aéronautiques se distinguent par

une trajectoire particulièrement robuste, portée par la montée en cadence des livraisons et le renforcement des dépenses de défense, avec des progressions de chiffre d'affaires de +12,5 % pour Safran et +6,1 % pour Airbus notamment. À l'inverse, les segments de l'acier et des mines ainsi que de l'automobile enregistrent des replis respectifs de -5,9% et -4,4%, traduisant un environnement de demande plus contraint et une exposition accrue aux cycles industriels internationaux.

Le secteur Banque, assurance et foncières, représentant 13% du chiffre d'affaires cumulé, s'inscrit pour sa part en 2025 dans une trajectoire de consolidation de sa performance avec une hausse de +3,7% du chiffre d'affaires cumulé, prolongeant la dynamique favorable amorcée en 2024.

Par ailleurs, le secteur Énergie, matières premières et services aux collectivités (18% du chiffre d'affaires cumulé) enregistre une contraction de -7,1%, principalement imputable à la normalisation significative des prix du pétrole en 2025, illustrant la forte sensibilité du secteur aux variables exogènes.

Le secteur Technologies, médias et télécommunications affiche également un recul (-8,8%), sous l'effet d'un changement de périmètre lié à la sortie de Teleperformance, soulignant l'impact des recompositions de portefeuille sur la lecture des performances de l'indice.

Enfin, le secteur Biens de consommation et vente au détail évolue dans un environnement plus contraint, marqué par une demande atone et une intensification des pressions concurrentielles sur les prix, pesant sur les trajectoires de croissance (-3,2% en 2025).

Dans l'ensemble, ces évolutions traduisent une recomposition des moteurs de croissance, marquée par une divergence accrue des performances sectorielles et une sensibilité renforcée aux facteurs macroéconomiques et géopolitiques, dans un contexte de visibilité toujours limitée.

La légère progression du chiffre d'affaires cumulé des entreprises du CAC 40 en 2025 résulte de la combinaison de plusieurs effets.

On peut en particulier noter **la contribution positive de la croissance organique**, conjuguée à un **effet de périmètre favorable** lié aux évolutions de composition de l'indice (entrées et sorties), ainsi qu'à une **reprise de la croissance externe**. Ces facteurs sont toutefois partiellement compensés par un **effet de change défavorable**, notamment en lien avec la dépréciation du dollar.

La croissance organique du CAC 40 retrouve ainsi un niveau positif en 2025, à +1,9 %, après une année 2024 marquée par une quasi-stagnation.

Cette amélioration repose principalement sur la contribution du secteur Industrie et BTP, et plus spécifiquement sur l'atténuation du repli du secteur automobile, dont la contraction, particulièrement marquée en 2024, se réduit en 2025.

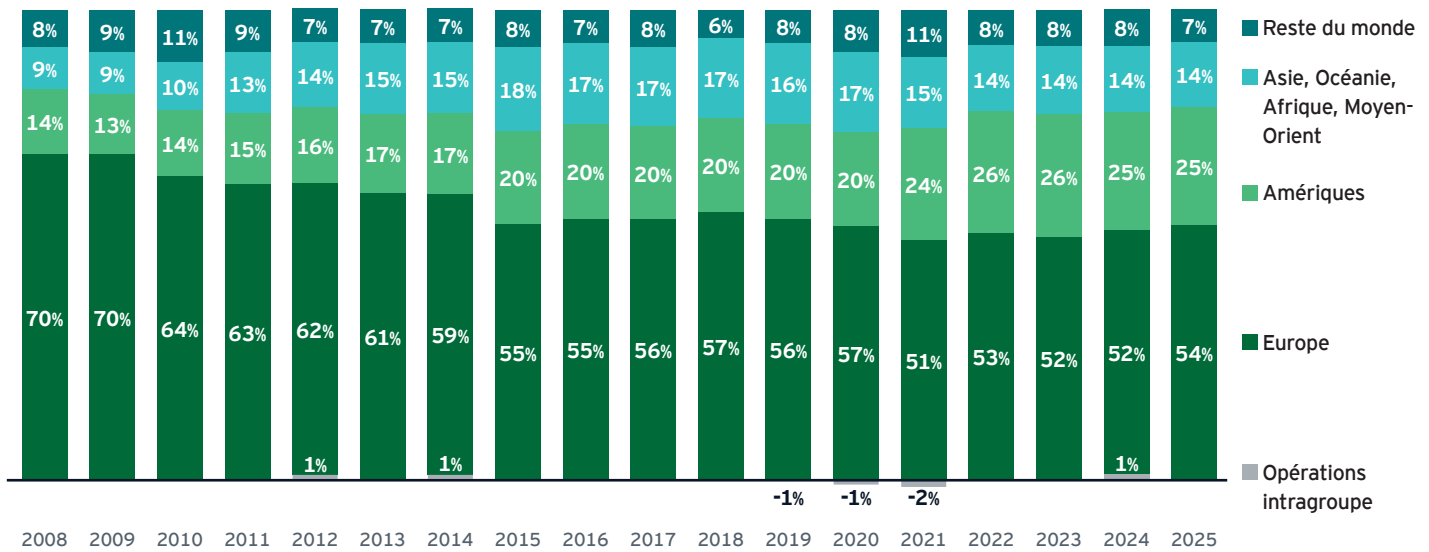
Par ailleurs, la contribution de la croissance externe retrouve une dynamique positive en 2025, à hauteur de +0,8 % du chiffre d'affaires (soit +9,2 Md€), reflétant une reprise progressive du marché des fusions-acquisitions, après une année 2024 caractérisée par des niveaux historiquement bas.

L'effet périmètre constitue également un facteur de soutien à la croissance, en lien avec les évolutions de l'indice sur l'année. 2025 est ainsi marquée par l'entrée d'Euronext en remplacement de Teleperformance et par le retour d'Eiffage (sorti en 2008), en substitution d'Edenred. Ces mouvements contribuent positivement à la progression du chiffre d'affaires agrégé, à hauteur de +1,2%.

Enfin, l'effet de change pèse sur la performance globale, avec un impact négatif de -2,0% en 2025, reflétant l'évolution défavorable de certaines devises, en particulier du dollar.

Répartition géographique du chiffre d'affaires

En % du chiffre d'affaires total - hors Banques, assurances et foncières

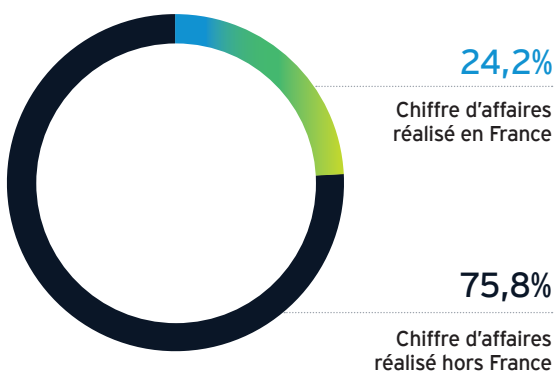


La répartition géographique du chiffre d'affaires du CAC 40 en 2025 confirme la stabilité des équilibres observés sur les dix dernières années. **La structure d'activité demeure fortement internationalisée,**

avec une prépondérance persistante de l'Europe. La légère progression de la contribution européenne est toutefois marginale, sans remise en cause des grands équilibres géographiques.

Poids de la France dans le chiffre d'affaires

En % du chiffre d'affaires total - hors Banques, assurances et foncières

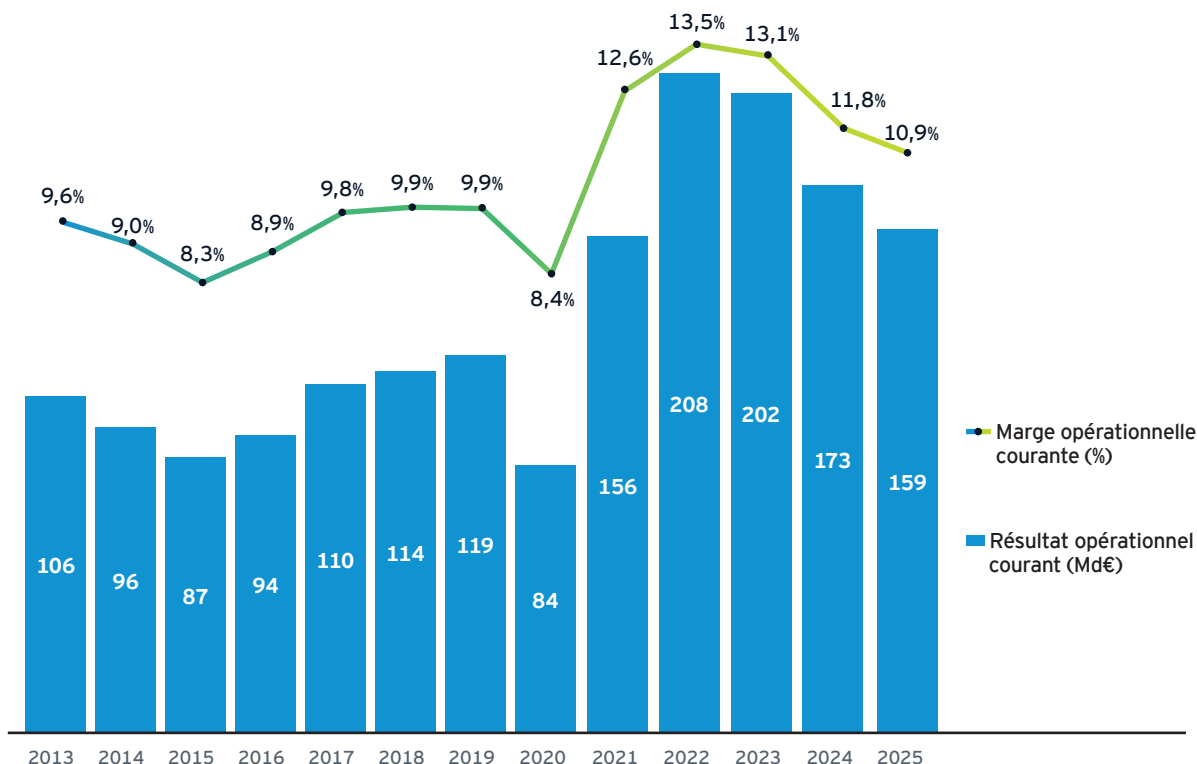


La part des activités réalisées en France demeure pour sa part limitée, à 24,2% du chiffre d'affaires, en légère progression par rapport à 2024 (22,9%), illustrant la forte exposition internationale des groupes du CAC 40.

Cette exposition reste néanmoins hétérogène selon les entreprises, avec des contributions du marché français variant significativement, de 1 % à 64% du chiffre d'affaires, reflétant des positionnements stratégiques et des profils de développement différenciés.

Marge opérationnelle courante

En Md€ et en % du chiffre d'affaires - hors Banques, assurances et foncières



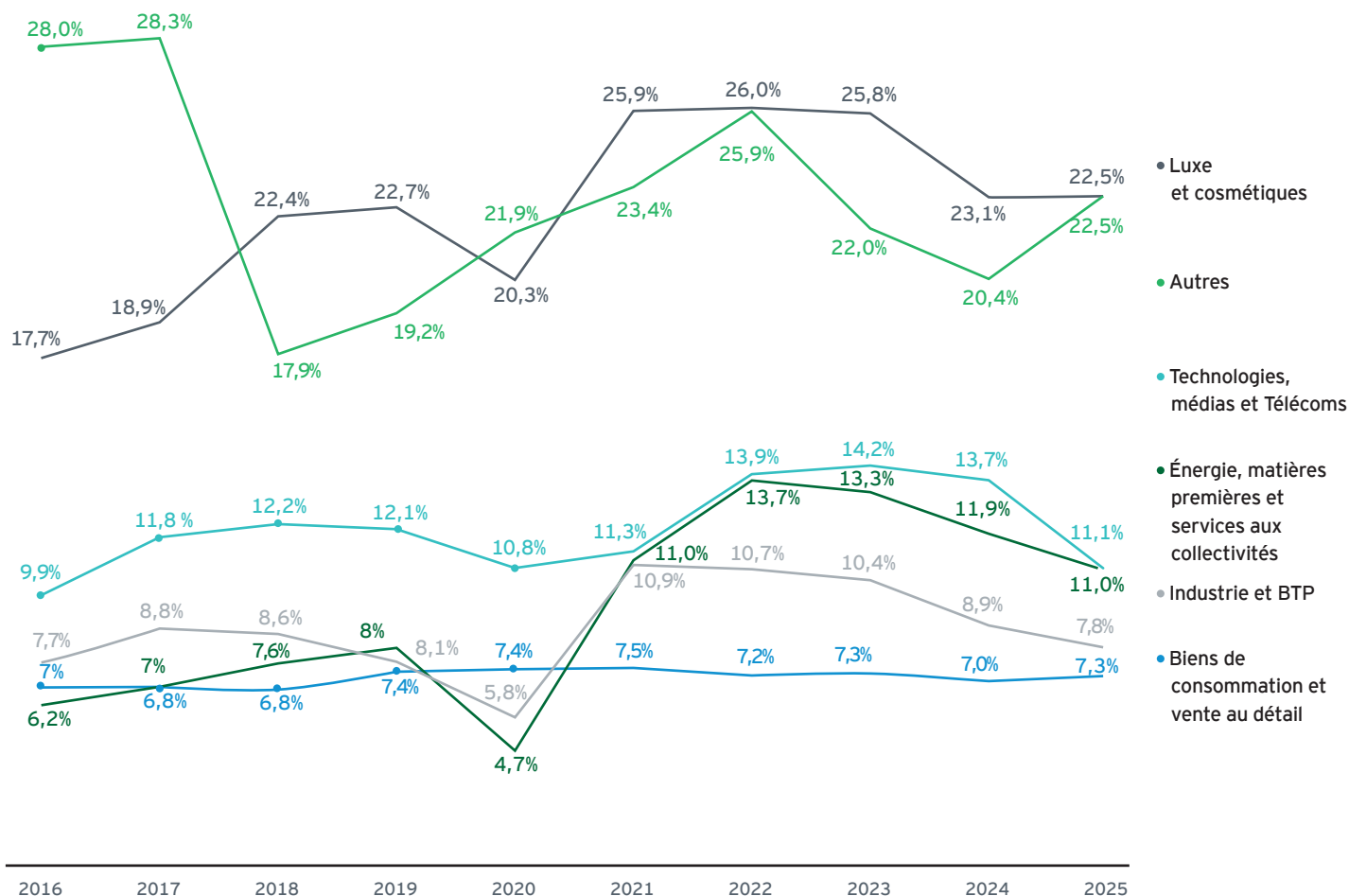
Le résultat opérationnel courant des entreprises du CAC 40 s'établit à 159 milliards d'euros en 2025, en recul de près d'un point par rapport à 2024 (-0,9 point à périmètre constant). Cette évolution s'inscrit dans la poursuite du mouvement de repli engagé depuis 2023 après un pic en 2022 à l'issue de la phase de rattrapage post-pandémie, confirmant une **phase de normalisation des performances opérationnelles**, à un niveau toutefois encore supérieur à la période pré-Covid.

La marge opérationnelle ressort à 10,9% (10,8 % à périmètre constant), en diminution par rapport à l'exercice précédent, tout en se maintenant à un niveau supérieur à celui observé avant la crise sanitaire. Cette évolution traduit une érosion progressive des niveaux de profitabilité, dans un contexte de croissance plus modérée, tout en reflétant la capacité des entreprises à préserver des marges structurellement solides.

En 2025, dix-huit entreprises du CAC 40 (hors Banques, assurances et foncières) ont enregistré une hausse de leur taux de marge opérationnelle courante, tandis que quinze ont comptabilisé une baisse.

Marge opérationnelle courante par secteur

En % du chiffre d'affaires - hors Banques, assurances et foncières



L'évolution de la marge opérationnelle met en évidence des dynamiques différenciées selon les secteurs, traduisant des niveaux d'exposition hétérogènes aux pressions opérationnelles et aux transformations en cours.

Les contractions les plus significatives sont observées dans les secteurs Industrie et BTP, Luxe et cosmétiques, ainsi que Technologies, médias et télécommunications.

Le secteur Industrie et BTP, principal contributeur du CAC 40, affiche ainsi une marge opérationnelle de +7,8%, en retrait par rapport aux niveaux pré-crise sanitaire. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de transition profonde, en particulier dans l'automobile, où les acteurs doivent concilier transformation du *mix* produit (électrification) et adaptation des capacités industrielles. La combinaison de ces facteurs - montée en charge progressive des nouvelles technologies et ajustements de capacités - exerce une pression significative sur les marges à court terme.

Dans le secteur Luxe et cosmétiques, la marge opérationnelle poursuit son ajustement dans un contexte de recul des ventes pour la deuxième année consécutive. Le ralentissement du marché chinois, combiné à des hausses de prix et des tensions commerciales, met en évidence les limites des modèles de croissance fortement dépendants de certaines zones géographiques et souligne les enjeux de diversification des relais de croissance.

Enfin, le secteur Technologies, médias et télécommunications voit sa rentabilité affectée par le poids des amortissements liés aux besoins d'investissements significatifs dans ce secteur.

Dans l'ensemble, ces évolutions traduisent des trajectoires sectorielles où la préservation de la rentabilité s'inscrit désormais dans un équilibre plus complexe, entre transformation des modèles opérationnels et adaptation à des environnements de marché moins porteurs.



2

Face à des contraintes accrues, les entreprises du CAC 40 ajustent leur structure financière et leurs priorités d'investissement

La capitalisation boursière des entreprises du CAC 40 est en progression à fin décembre 2025.

Les actifs incorporels et le *goodwill*, qu'ils soient comptabilisés ou non au bilan, représentent toujours la part majoritaire de la valeur boursière du CAC 40.

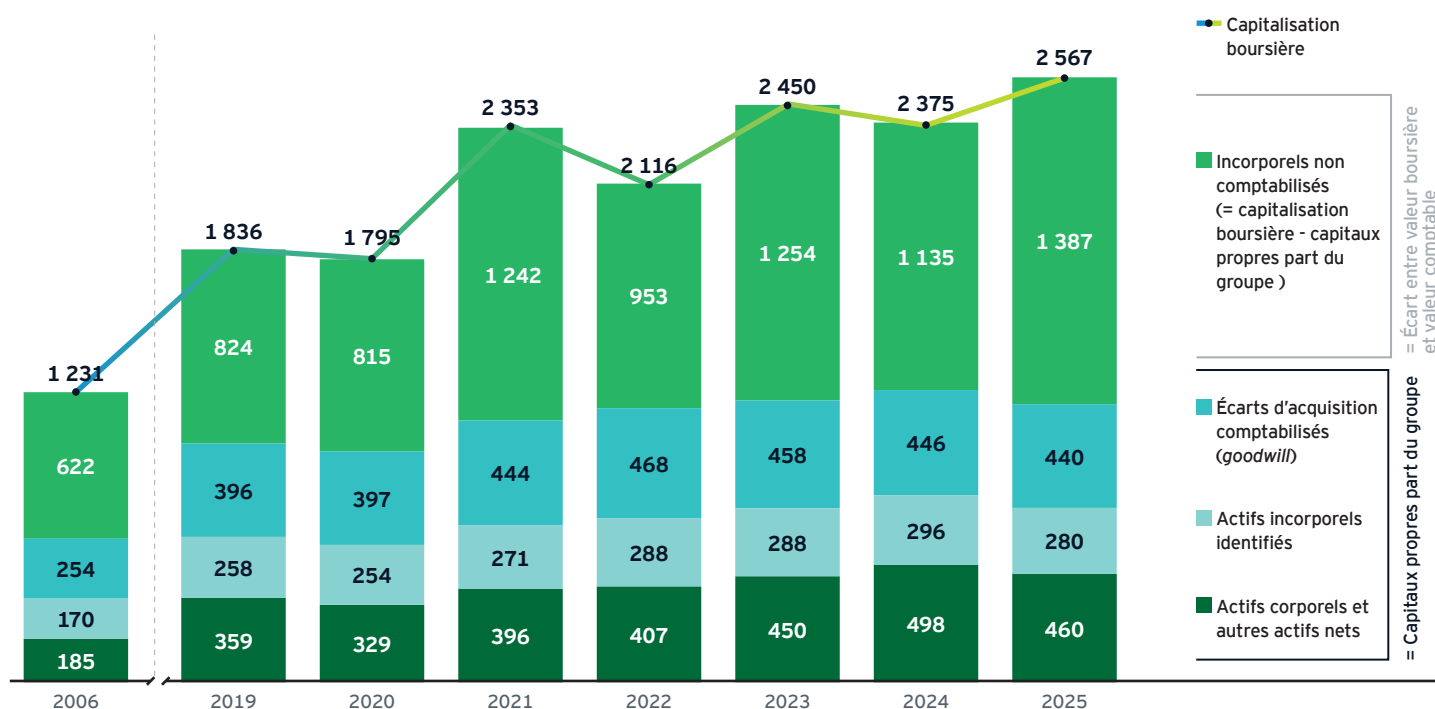
Les dépréciations d'actifs s'établissent à 19 milliards d'euros, atteignant un niveau historiquement élevé et traduisant un

renforcement de la prudence dans les hypothèses d'évaluation, en particulier sur les actifs incorporels.

Par ailleurs, l'endettement net affiche une hausse de 21 %, se rapprochant des niveaux observés à la suite de la crise de 2008. Dans le même temps, les investissements reculent de 6 % en 2025, dans un contexte de visibilité limitée.

Décomposition de la valeur boursière du CAC 40

Cumul, en Md€



La capitalisation boursière du CAC 40 atteint en 2025 un niveau historiquement élevé, à 2 567 Md€, en progression de +8,1 % par rapport à 2024.

En parallèle, la valeur des actifs comptabilisés au bilan - actifs corporels et autres actifs nets, actifs incorporels identifiés et écarts d'acquisition comptabilisés - diminue de -4,8% par rapport à 2024, principalement en lien avec le repli des investissements.

Les écarts d'acquisition inscrits au bilan présentent un léger recul de -1,2% en 2025. Cette évolution reflète toutefois des dynamiques contrastées selon les groupes.

À la hausse, plusieurs opérations ciblées contribuent à soutenir le niveau de *goodwill*. Capgemini renforce ainsi son positionnement sur des segments à forte valeur ajoutée, à travers notamment les acquisitions de WNS (*business process outsourcing* et services analytiques intégrant l'IA), de Cloud4C (services de *cloud* managés) et de SEIMAF (expertises

d'ingénierie, notamment dans le nucléaire).

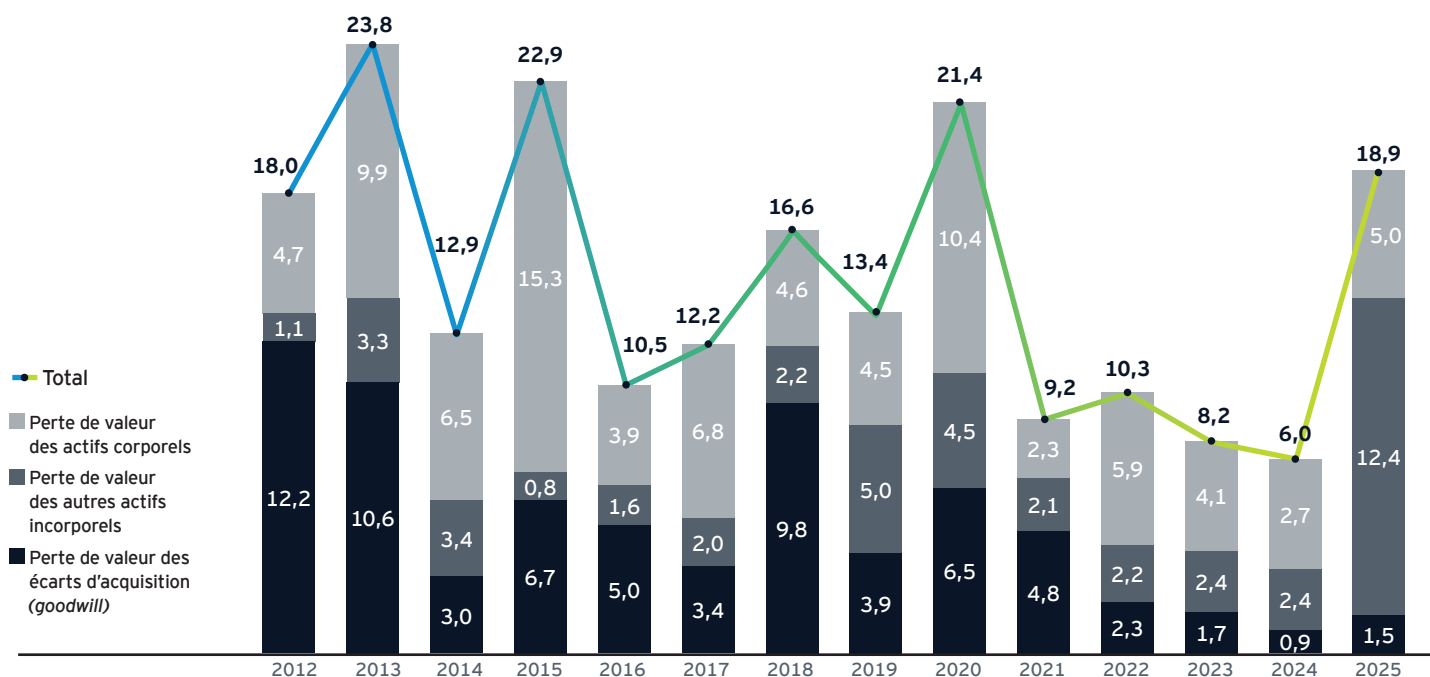
BNP Paribas finalise l'acquisition d'AXA Investment Managers en juillet 2025, entraînant un effet de périmètre significatif et un renforcement de son positionnement dans la gestion d'actifs.

À l'inverse, certains groupes contribuent à la baisse du *goodwill*, via des dépréciations notamment.

Dans ce contexte, les actifs immatériels (qu'ils soient comptabilisés au bilan ou non) ainsi que le *goodwill* représentent 82 % de la capitalisation boursière de l'indice, contre 79 % en 2024. Cette proportion, globalement stable depuis 2019, confirme **le rôle central des actifs incorporels (marques, technologies, portefeuilles clients) dans la valorisation des sociétés du CAC 40 par le marché.**

Dépréciations d'actifs

Cumul, en Md€

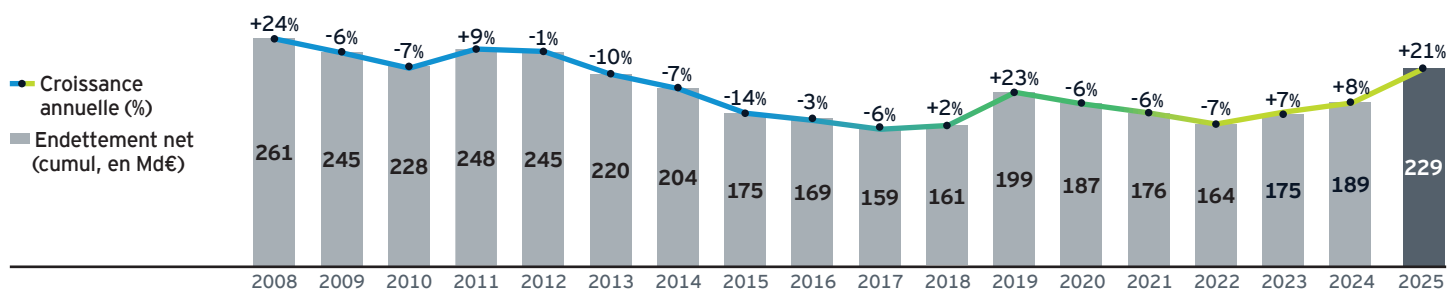


Après avoir atteint un niveau historiquement bas en 2024, les pertes de valeur sur l'ensemble des immobilisations des sociétés du CAC 40 repartent à la hausse en 2025. Les dépréciations portant sur les actifs incorporels autres que le *goodwill* atteignent notamment un niveau important, traduisant une approche prudente dans l'évaluation des actifs, dans un environnement de perspectives plus incertaines.

Ce niveau élevé de dépréciations reflète **la prudence des hypothèses d'évaluation**, ainsi qu'une **révision des perspectives d'activité dans un environnement économique moins favorable à moyen terme et plus volatil**.

Endettement net

Cumul, en Md€ - hors Banques, assurances et foncières



L'endettement net cumulé des entreprises du CAC 40 - hors Banques, assurances et foncières - progresse en 2025 pour atteindre 229 milliards d'euros, un niveau supérieur à celui observé avant la crise sanitaire. Le franchissement du seuil des 200 milliards d'euros marque un retour à des niveaux comparables à ceux observés à la suite de la crise financière de 2008.

La progression de l'endettement net (+21 % en 2025) est principalement portée par les secteurs Industrie et BTP (+29,5 milliards d'euros d'endettement net en 2025) ainsi que le secteur Énergie, matières premières et services aux collectivités (+14,2 milliards d'endettement net en 2025).

Stellantis enregistre notamment une augmentation significative de son endettement net (+16,1 Md€), principalement liée à un recours accru aux marchés obligataires afin de financer des investissements et des prises de participation stratégiques, dans un contexte de transformation industrielle et technologique.

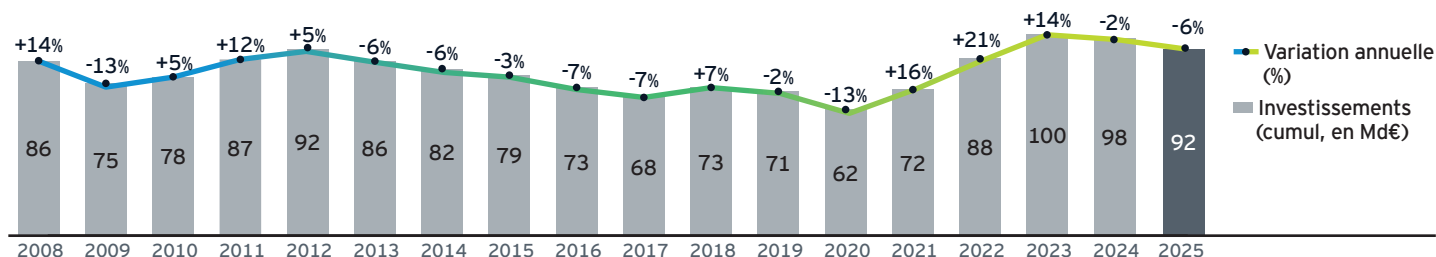
TotalÉnergies affiche également une hausse de +6,6 Md€, en lien avec le financement de programmes d'investissement soutenus, tant dans les activités pétro-gazières amont que dans le développement des activités bas carbone.

Cette dynamique est partiellement contrebalancée par une réduction de l'endettement dans le secteur Luxe et cosmétiques (-8,0 milliards d'euros en 2025). Plusieurs acteurs majeurs du secteur, dont Kering (-2,5 milliards d'euros), L'Oréal (-2,4 milliards d'euros) et LVMH (-2,4 milliards d'euros) ont engagé des cessions ciblées et des démarches de désendettement, rendues possibles par des arbitrages d'investissement plus sélectifs, dans un contexte de ralentissement de la demande.

Au total, dix-huit entreprises du CAC 40 enregistrent une hausse de leur endettement net en 2025 (contre seize en 2024, quinze en 2023 et douze en 2022).

Investissements

Cumul, en Md€ - hors Banques, assurances et foncières



Les investissements des entreprises du CAC 40 poursuivent leur repli en 2025,

avec une contraction de -6%, après un recul déjà observé en 2024 (-2%), pour s'établir à 92 milliards d'euros. Malgré cette baisse, le niveau d'investissement demeure significatif, représentant 6,3% du chiffre d'affaires (hors Banques, assurances et foncières), contre 6,7 % en 2024, et reste supérieur aux niveaux pré-Covid.

Cette évolution s'inscrit dans une dynamique de modération des dépenses d'investissement, traduisant des arbitrages accrus en faveur de la génération de trésorerie et de la discipline financière, dans un environnement économique marqué par une visibilité réduite.

Le recul des investissements est principalement imputable aux secteurs Luxe et cosmétiques (-3,4 milliards d'euros) et Industrie et BTP (-1,7 milliard d'euros).

Au sein du secteur Luxe et cosmétiques, Kering a ainsi significativement réduit ses investissements, dans une logique de préservation de sa solidité financière à long terme.

Dans le secteur Industrie et BTP, Stellantis se distingue également par une diminution de ses investissements, reflétant une approche plus sélective dans l'allocation du capital, en réponse à la transformation du marché automobile.

Cette dynamique baissière reste toutefois partiellement atténuée par des trajectoires individuelles contrastées.

TotalEnergies, notamment, enregistre une hausse de ses investissements de +1,2 milliard d'euros entre 2024 et 2025 et Orange affiche une progression de ses investissements de +0,6 milliard d'euros, portée par l'accélération des dépenses stratégiques dans les infrastructures très haut débit et la 5G, notamment en Afrique et au Moyen-Orient, en cohérence avec ses priorités stratégiques.



3

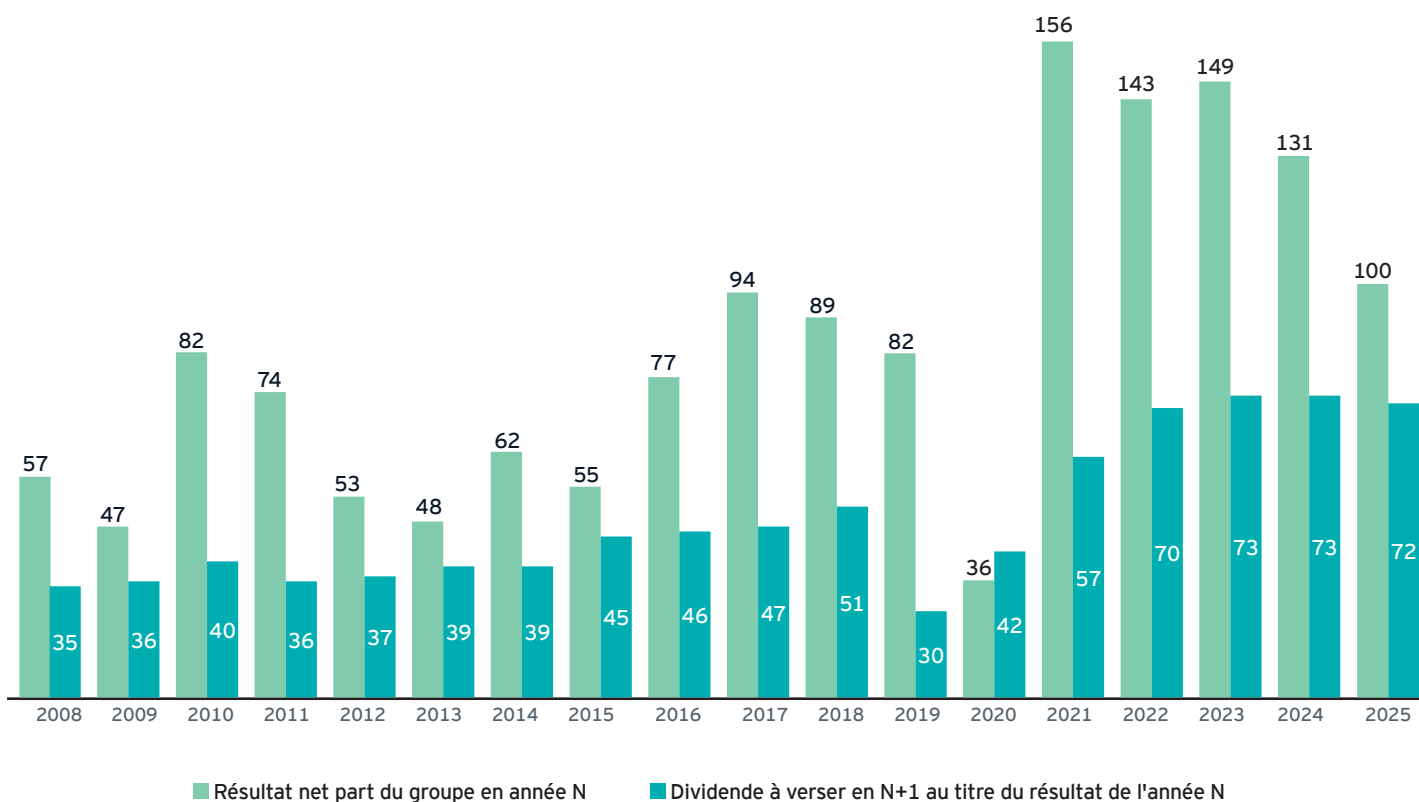
Les dividendes versés restent stables

Après trois années de résultats record dans le sillage de la reprise post-Covid, le résultat net cumulé du CAC 40 confirme l'inflexion amorcée en 2024, reflétant à la fois une érosion des marges opérationnelles et une augmentation des dépréciations d'actifs, dans un environnement économique demeurant contraint.

Parallèlement, les dividendes distribués restent globalement stables, traduisant une certaine constance dans les politiques de rémunération des actionnaires depuis quatre ans.

Résultat net et dividende

Cumul, en Md€



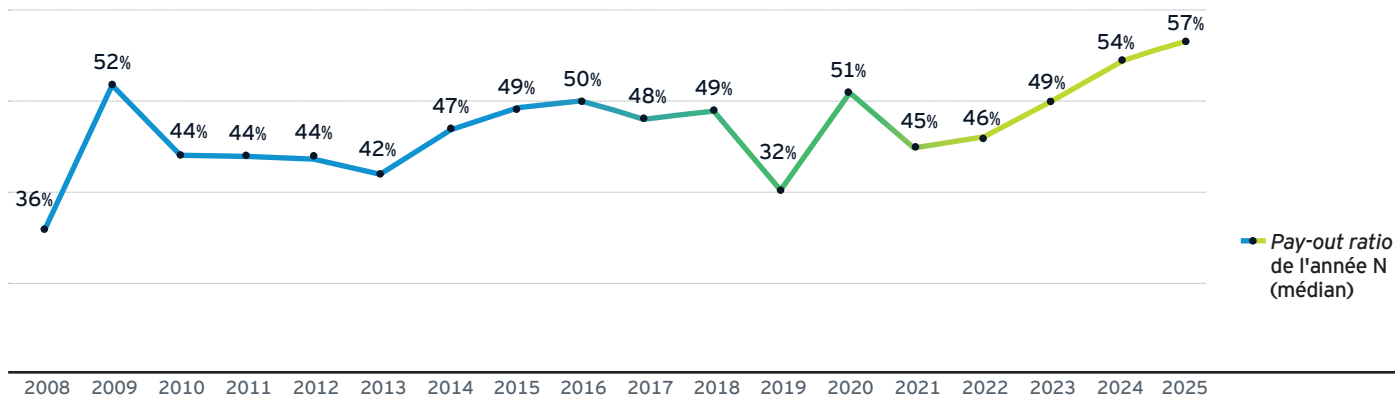
Le résultat net cumulé des entreprises du CAC 40 s'établit à 100 milliards d'euros en 2025, contre 131 milliards d'euros en 2024, soit une baisse de -23,9% par rapport à 2024. **Cette évolution s'inscrit dans la continuité des tendances observées en 2024 et reflète des dynamiques sectorielles contrastées.**

Le secteur Industrie et BTP apparaît comme le principal contributeur à cette dégradation avec une contraction de -85% du résultat net sectoriel (-89% à périmètre constant), sous l'effet des pertes significatives enregistrées dans l'automobile. Il est suivi par les secteurs Technologies, médias et télécommunications (-38 %) et Énergie, matières premières et services aux collectivités (-15%).

À l'inverse, certains acteurs contribuent positivement à l'évolution du résultat net. Le secteur Banques, assurances et foncières se distingue notamment par une hausse de 17% de son résultat net.

Pay-out ratio

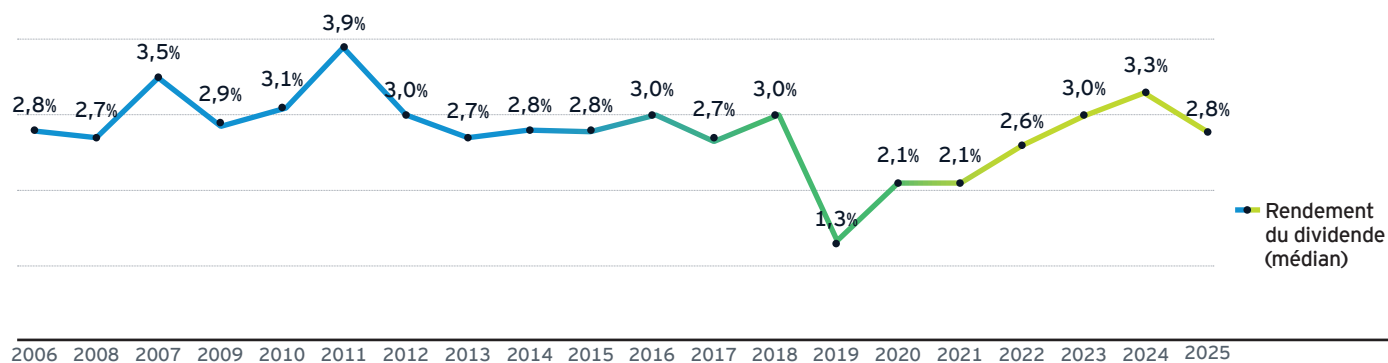
% – Médiane des rapports dividendes / résultats nets



Le taux de distribution (*pay-out ratio*) médian des sociétés du CAC 40 poursuit sa trajectoire de progression entamée en 2022, pour atteindre 57 % en 2025. Toutefois, l'évolution du CAC 40 GR (incluant les dividendes réinvestis) reste en retrait par rapport à celle des principales places boursières européennes en 2025.

Rendement du dividende

% – Médiane des rapports dividende par action / cours de bourse au 31 décembre



Le rendement du dividende s'inscrit en baisse, à 2,8% en 2025. Cette évolution s'explique principalement par un effet de base lié à la progression de la capitalisation boursière sur la période, alors que le montant total des dividendes distribués demeure stable. Ainsi, la diminution du rendement reflète davantage une revalorisation de marché qu'un ajustement des politiques de distribution.

Pour rappel, les dividendes retenus ici (pour 2025) sont ceux proposés au titre des résultats (de 2025), approuvés généralement en avril/mai de l'année suivante (2026) et distribués autour de l'été (2026).

Annexes

Annexes

Liste des sociétés du CAC 40

Glossaire

Méthodologie

Remerciements

Histoire

Le CAC 40 est un indice boursier créé en 1988 par la Compagnie des Agents de Change (CAC) pour mesurer l'évolution de la capitalisation des 40 principales sociétés cotées de France. Il est créé sur une base de 1 000 points au 31 décembre 1987.

Sa création intervient au moment où la cotation à la criée au Palais Brongniart est remplacée par un système de cotation électronique. Le monopole des agents de change sur les transactions boursières est supprimé et c'est désormais via les sociétés de bourse que sont négociées les valeurs admises à

la cotation. L'acronyme CAC est ensuite rebaptisé Cotation Assistée en Continu, du nom du système de négociation électronique qui remplace la criée. Ce système a été remplacé par d'autres mais la vocation de l'indice n'a pas changé et l'acronyme est resté.

L'indice est aujourd'hui géré par Euronext, groupe issu de la fusion des bourses d'Amsterdam, Bruxelles et Paris en 2000.

Critères d'entrée au CAC 40

Deux critères principaux doivent être combinés pour qu'une société intègre l'indice CAC 40 :

- Disposer d'une valeur de capitalisation flottante parmi les plus élevées des sociétés cotées sur la place de Paris ;
- Faire partie des titres les plus échangés de la place de Paris ([volume échangé / flottant] > 20 %).

Les nouveaux entrants sont retenus parmi les membres de l'indice CAC Next 20, l'antichambre du CAC 40, qui font aussi partie du SBF 120. Le Conseil scientifique d'Euronext statue tous les trimestres sur les entrées et sorties à effectuer suite à l'évolution de la cote (cours et liquidité) ou à des événements particuliers (fusion, acquisition, faillite, etc.).

Calcul de la valeur de l'indice

La valeur de l'indice est calculée en effectuant la moyenne arithmétique des capitalisations boursières flottantes¹, divisée par la valeur originelle de 1987 (ajustée des changements de périmètre), afin d'obtenir un chiffre de valeur de l'indice qui soit comparable à la base 1 000 de départ.

L'indice est donc un indice de prix. Les dividendes versés par les sociétés de l'indice ne sont pas pris en compte dans le calcul. Ce mode de calcul conduit à une croissance moindre de l'indice : en effet, la distribution d'un dividende fait mécaniquement baisser le cours de l'action de la société au moment où elle intervient, alors que le patrimoine total de l'actionnaire, toutes choses égales par ailleurs, n'a pas diminué.

Pour prendre en compte la distribution de dividendes, deux autres indices sont calculés par Euronext, en considérant que ces dividendes sont réinvestis dans l'achat de nouvelles actions des mêmes sociétés. Il s'agit de l'indice CAC 40 GR (Gross total Return), sans prise en compte de la fiscalité, et de l'indice CAC 40 NR (Net total Return), après prise en compte d'une retenue à la source (25 % à fin 2024). Le DAX, indice phare de la bourse de Francfort, est calculé comme le CAC 40 GR.

Ces indices GR ou NR (indices de rendement) reflètent mieux la performance réelle à long terme d'un investissement que l'indice CAC 40 nu (indice de prix).

1. Les principales capitalisations flottantes affectent donc davantage l'indice que les petites, avec toutefois un plafond de 15 % du total de la capitalisation.

Évolution de l'indice

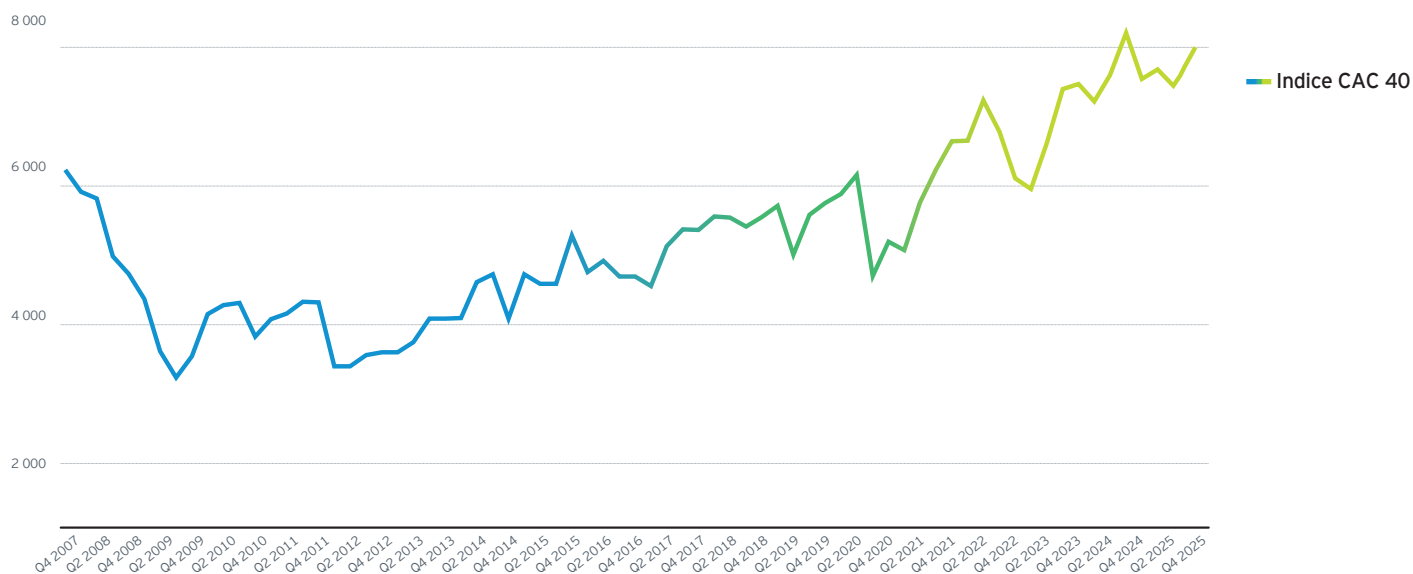
À fin décembre 2025, le CAC 40 clôture à 8 150 points, en progression de 10,4 % sur l'année. L'indice a atteint un point haut de 8 314 points au cours de l'exercice, clôturant à 8 259 points, marquant un niveau record historique.

Cette performance s'inscrit dans une dynamique globalement positive des principaux indices boursiers internationaux, tels que le DAX (+23,0%), la bourse de Milan (+31,5%) et le S&P 500 (+16,4%), bien que l'évolution du CAC 40 demeure plus modérée, reflétant notamment les incertitudes politiques et budgétaires spécifiques à la France.

Après un début d'année marqué par une volatilité accrue – l'indice ayant atteint un point bas de 6 763 points, un niveau inédit depuis janvier 2023, dans un contexte de tensions liées aux annonces de mesures tarifaires américaines –, le CAC 40 a progressivement retrouvé une trajectoire haussière. Cette dynamique lui permet de clore l'année sur une performance significative, contrastant avec le recul observé en 2024 (-2,2 %).

À titre de référence, la moyenne trimestrielle de long terme de l'indice depuis 2006 s'établit à 5 138 points.

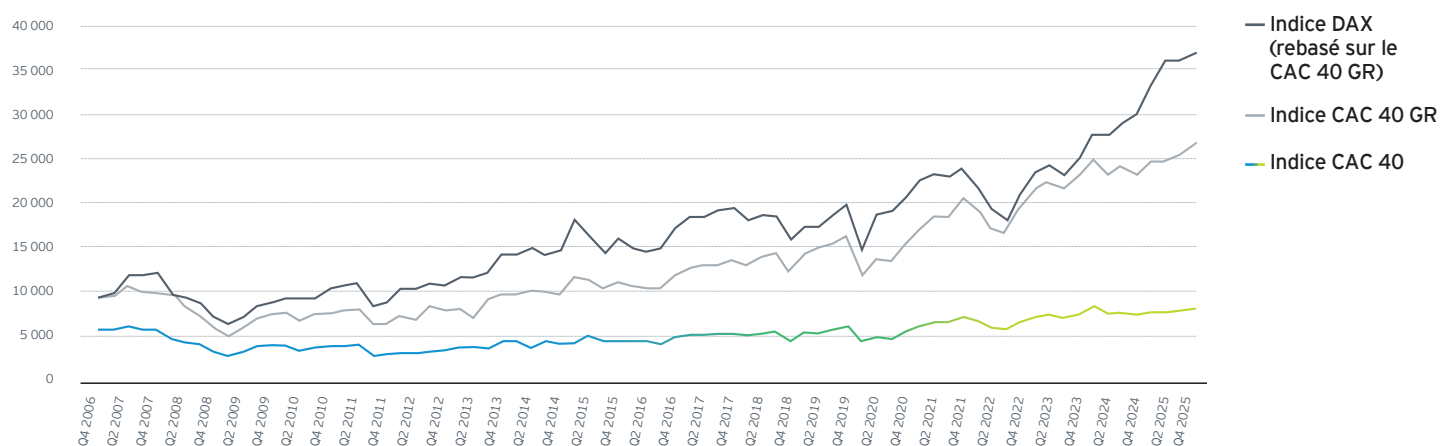
Indice CAC 40



La valeur de l'indice est retenue trimestriellement, le dernier jour de chaque trimestre, à la clôture des marchés.

L'indice CAC 40 GR (Gross Return), qui intègre les dividendes réinvestis, affiche une progression encore plus marquée : il est passé de 9 440 points à fin 2006 à 26 324 points à fin décembre 2025.

Indices CAC 40, CAC 40 GR et DAX



CAC 40



Liste des sociétés du CAC 40

au 31 décembre 2025, par ordre alphabétique

ACCOR	LEGRAND
AIR LIQUIDE	L'ORÉAL
AIRBUS	LVMH
ARCELORMITTAL	MICHELIN
AXA	ORANGE
BNP-PARIBAS	PERNOD-RICARD
BOUYGUES	PUBLICIS
BUREAU VERITAS	RENAULT
CAP GEMINI	SAFRAN
CARREFOUR	SAINT GOBAIN
CRÉDIT AGRICOLE	SANOFI
DANONE	SCHNEIDER ELECTRIC
DASSAULT SYSTÈMES	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
EIFFAGE	STELLANTIS
ENGIE	STMICROELECTRONICS
ESSILORLUXOTTICA	THALES
EUROFINS SCIENTIFIC	TOTALÉNERGIES
EURONEXT	UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD
HERMÈS	VEOLIA ENVIRONNEMENT
KERING	VINCI

Glossaire

CAC 40 : abréviation de Cotation Assistée en Continu. Indice boursier (Euronext) qui rassemble les 40 entreprises ayant la plus importante capitalisation boursière pondérée par le niveau du capital flottant et la liquidité du titre, sans considération sectorielle. Lancé le 15 juin 1988, l'indice a été basé au 31 décembre 1987, avec un niveau de départ de 1 000 points.

Capital flottant : part du capital d'une société cotée en bourse dont les titres sont effectivement susceptibles d'être échangés sur le marché boursier. En sont exclues par exemple les participations supérieures à 5 % du capital total (considérées comme détenues à des fins de contrôle).

Capitalisation boursière : valeur de marché des capitaux propres d'une société en bourse, calculée comme suit : nombre d'actions composant le capital x cours de clôture de l'action au 31 décembre de l'année.

Capitalisation boursière flottante : capitalisation boursière x part du capital flottant.

Dividendes : part des bénéfices distribués aux actionnaires, calculée comme suit : (nombre d'actions composant le capital - nombre d'actions auto-détenues) x dividende par action proposé par le Management à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires.

Investissements bruts dans l'outil de production : acquisitions brutes d'immobilisations corporelles et incorporelles destinées à être utilisées durablement par l'entreprise.

Gearing : indicateur de l'endettement d'une entreprise et de mesure du risque de la structure financière, calculé comme suit : dette financière nette / capitaux propres de l'entreprise, part du groupe (i.e. les ressources apportées par les actionnaires à l'entreprise).

Goodwill ou écart d'acquisition ou survalueur : différence entre le prix payé pour l'acquisition d'une société et ses capitaux propres réévalués.

Marge opérationnelle courante : ratio de profitabilité d'exploitation, calculé comme suit : résultat opérationnel hors éléments non récurrents (i.e. hors cession de titres, restructurations, litiges, pertes de valeur sur des écarts d'acquisition et pertes de valeur sur des immobilisations) / chiffre d'affaires.

Pay-out ratio : taux de distribution du résultat net aux actionnaires sous forme de dividendes, calculé comme suit : dividendes à verser en N+1 au titre des bénéfices N / résultat net part du groupe N.

Perte de valeur sur actif : constatée dès lors que la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable. Il s'agit d'une dépréciation, et non d'un amortissement.

Rendement du dividende : rapport entre dividendes proposés à la distribution en N+1 au titre des bénéfices N et capitalisation boursière au 31 décembre de l'année N.

Méthodologie

Les informations présentées dans cette étude sont issues des chiffres consolidés publiés par les sociétés du CAC 40 dans leurs documents d'enregistrement universel annuels, rapports annuels et communiqués de presse.

Ils respectent les normes comptables IFRS applicables aux comptes consolidés des sociétés cotées sur un marché réglementé en Europe.

Pour une année donnée, les agrégats présentés correspondent aux chiffres publiés par les sociétés qui composent l'indice cette année-là.

Afin de faciliter la lecture, des arrondis ont été effectués dans certains graphiques. La somme des parties peut donc parfois différer légèrement du total.

Remerciements

Nous tenons à adresser nos remerciements à toutes les personnes qui ont apporté leur concours à la réalisation et à la communication de cette étude, et tout particulièrement à **Nicolas Bouchez, Mihaela Kirova, Youssef Mouelhi, Maëlle Moysan et Juliette Valdelièvre-Rattier.**

Sources

- Documents d'enregistrement universel et communiqués de presse des sociétés du CAC 40
- Euronext, S&P Capital IQ, Banque de France

EY s'engage à bâtir un monde meilleur, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients et nos collaborateurs aussi bien que pour la société et la planète dans leur ensemble, tout en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

En s'appuyant sur le traitement des données, l'IA et les nouvelles technologies, les équipes EY contribuent à créer la confiance nécessaire à nos clients pour façonner un futur à l'épreuve des défis les plus pressants d'aujourd'hui et demain.

À travers tout un éventail de services allant de l'audit au consulting en passant par la fiscalité, la stratégie et les transactions, les équipes d'EY sont en mesure de déployer leur expertise dans plus de 150 pays et territoires. Une connaissance approfondie du secteur, un réseau international et pluridisciplinaire ainsi qu'un écosystème de partenaires aussi vaste que diversifié sont autant d'atouts qui permettront à EY de participer à la construction d'un monde plus équilibré.

Façonner l'avenir en toute confiance.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

À Propos de EY-Parthenon

Grâce à notre combinaison unique de compétences dans le domaine de la stratégie, de la transformation, de la transaction et de la finance d'entreprise, nous proposons des solutions qui apportent des résultats concrets, et pas seulement théoriques.

Fort de l'ensemble des services d'EY, nous avons réimaginé le conseil stratégique permettant de s'adapter à un monde de plus en plus complexe, et de saisir les opportunités offertes. Grâce à une expertise opérationnelle et sectorielle approfondie, associée à une technologie innovante augmentée par l'IA, nous accompagnons les CEO, les conseils d'administration, les acteurs du capital-investissement ainsi que le secteur public à chaque étape de leurs projets, de leur développement, leur permettant ainsi de façonner l'avenir en toute confiance. Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur ey.com/parthenon

© 2026 Ernst & Young Advisory.
Tous droits réservés.

Studio BMC France - 264BMC101-01.
ED None.
SCORE N° 2026-040.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale, juridique ou autre. Pour toute question spécifique, veuillez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr

Contacts

Nicolas Klapisz

Associé, EY Parthenon
Tél. : +33 1 55 61 07 01
E-mail : nicolas.klapisz@parthenon.ey.com

Amélie Fournier

Responsable Relations Médias
Tél. : +33 1 55 61 33 40
E-mail : amelie.fournier@fr.ey.com